

POINT DE PRESSE CONJOINT DE MM. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET SHIMON PERES, PRÉSIDENT DE L'ÉTAT D'ISRAËL, NOTAMMENT SUR LES RELATIONS FRANCO-ISRAËLIENNES ET SUR LE PROCESSUS DE PAIX ISRAËLO-PALESTINIEN, À PARIS LE 8 MARS 2013.

8 MARCH 2013 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRÉSIDENT : « J'ai eu l'honneur, car cela en est un, et le plaisir d'accueillir le président Shimon PERES, ici à Paris, dans ce Palais de l'Élysée qu'il connaît bien pour l'avoir fréquenté à de multiples reprises notamment au temps de François MITTERRAND. Il m'a même confié qu'il y était venu au temps du général de GAULLE et du Premier ministre Ben GOURION.

Il y a effectivement une amitié très longue qui unit Shimon PERES et la France. C'est celle de la relation forte que nous connaissons entre nos deux pays mais qui va même au-delà compte-tenu du rôle qui a été le sien, de son implication dans la recherche de la paix. C'est pour toutes ces raisons que je souhaitais, pour cette courte visite à Paris, lui faire l'accueil le plus fraternel possible. Je voulais aussi lui dire qu'il est invité pour une visite d'État quand il le voudra. Je sais que son mandat se termine en août 2014. Il y est donc cordialement invité ici.

Nous avons évoqué les questions qui sont celles du processus de paix, de reprise des négociations, une fois que le gouvernement aura été installé. Je suis partisan la France est sur cette position depuis de longues années d'une solution avec deux États. Nous sommes conscients que ce processus ne pourra véritablement s'engager pour se conclure que s'il y a la levée d'un certain nombre de préalables ou de conditions.

Nous devons aussi échanger, autant qu'il sera possible, avec les sociétés concernées sur le plan économique. Ce que nous avons fait d'ailleurs, la France avec l'Europe, pour que la Cisjordanie et l'Autorité palestinienne qui la représente puissent être, autant qu'il est possible, accompagnées dans ce processus de développement.

Nous avons également évoqué ensemble la situation de la région qui est très préoccupante. D'abord ce qui se produit en Syrie, ces derniers jours encore. J'ai rappelé la position qui est celle de la France : la reconnaissance d'un gouvernement qui serait constitué par l'opposition actuelle, la Coalition qui s'est formée et l'appui de la communauté internationale pour lui venir en soutien de façon à ce qu'une transition politique puisse intervenir. J'avais moi-même fait encore, récemment à Moscou, la proposition qu'il puisse y avoir une ou plusieurs personnalités choisies pour assurer les discussions permettant cette transition politique et qui puissent être acceptées par le régime et par l'opposition. Mais nous voyons bien que cela ne peut plus passer par Bachar El ASSAD.

Nous avons aussi parlé de l'Iran et j'ai dit combien nous voulions renforcer, autant qu'il sera possible et nécessaire, les sanctions. Elles sont d'ailleurs efficaces et doivent convaincre les autorités iraniennes de prendre les négociations avec le plus grand sérieux et de trouver une issue qui permette de donner toutes les garanties que l'Iran, grand pays, ne pas à accéder à l'arme nucléaire. Parce que ce serait une menace, non pas simplement par rapport à Israël mais par rapport à l'ensemble du monde ce qui d'ailleurs confère à la communauté internationale une responsabilité particulière.

Nous avons également parlé du Liban et du souci qui est le mien de préserver son intégrité territoriale et son unité dans le contexte que nous connaissons. J'ai remercié aussi Shimon PERES pour les paroles amicales et compréhensives qu'il a prononcées par rapport à ce que nous faisons dans cette région.

Enfin, j'ai dit les raisons qui avaient justifié l'intervention de la France au Mali, à l'appel du Président de ce pays. Notre volonté était d'assurer là encore la sécurité de ce pays, la lutte contre le terrorisme. Nous sommes sur le point d'atteindre la dernière phase de notre opération et de laisser les Africains et ceux qui les soutiennent, au nom de la communauté internationale, prendre le relai dans le cadre d'opération de maintien de la paix. Là encore, si nous sommes dans cette région, ce n'est pas pour le seul Mali, c'est pour la sécurité de l'ensemble de l'Afrique et aussi de l'Europe. J'espère que chacun le comprend.

Merci encore, cher Shimon. Je suis tout à fait heureux d'avoir pu passer quelques minutes, voire même quelques heures courtes, trop courtes. Car parler à Shimon PERES, c'est parler à l'Histoire ».

Shimon PERES (en français) : « Merci beaucoup vraiment. Merci pour votre amitié qui dure depuis très

longtemps. Je me rappelle du travail ensemble, entre vous et nous, sous la grande présidence de MITTERRAND. Pour moi, cette visite à Paris, ce n'est pas une visite dans une ville, mais un retour vers une situation qui était extrêmement importante et amicale pour Israël et pour le monde juif. Je veux vous remercier pour votre amitié envers Israël, dès les premiers jours où vous êtes devenu Président de la France, et votre combat contre l'antisémitisme. Cela nous touche beaucoup.

(traduction) Je préfère parler anglais car je préfère faire des fautes en anglais que de faire des fautes en français.

Nous avons eu un excellent échange et je me suis senti quasiment sans fonction car je n'avais aucun grief à adresser à la France mais que des compliments ! Je souhaiterais, pour commencer, dire que la voix de la France est claire, déterminée, vive en ce qui concerne l'Iran. Il n'y a pas de place pour le doute. Je pense que c'est très important car l'Iran représente la plus grande menace contre la paix, la sécurité et le développement, pour le monde entier et pas juste pour Israël.

Je crois qu'il y a un accord total entre l'Europe et les Etats-Unis afin de ne pas permettre à l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire. A de nombreux égards, les Iraniens ne respectent ni la loi, ni les droits de l'Homme, ni la paix. Ils ont de grandes ambitions pour gouverner le Moyen-Orient qui est devenu un centre de terreur. Ils nient l'Holocauste et il y a un risque qu'un autre Holocauste se produise. Personne ne menace l'Iran mais l'Iran menace le reste du monde. Je crois qu'une position claire et unie, telle que celle que vous avez prise Monsieur le Président, est une grande contribution pour l'avenir de notre monde et de notre peuple.

Je crois également que nous avons tous à élever la voix du fait des violations des droits de l'Homme par l'Iran. Ils procèdent à des pendaisons sans jugement, les journalistes sont jetés en prison sans raison, les femmes sont victimes de discrimination. L'Iran distribue des armes, là où il le peut, pour déstabiliser y compris au Moyen-Orient.

L'opposition contre l'Iran est également une opposition des musulmans et des Arabes. Car ces Etats ne souhaitent pas perdre leur indépendance et être à nouveau soumis au diktat de l'Iran. Cette politique consiste, tout d'abord, à mettre un terme aux pratiques iraniennes sans avoir recours aux moyens militaires. Mais toutes les options sont sur la table. A défaut, je doute que l'Iran nous écoute.

Les sanctions sont efficaces, plus que nous l'avons cru mais pas suffisamment, à l'heure actuelle pour mettre un terme à la menace. J'ai été très heureux d'entendre le Président dire qu'il avait l'intention de prendre d'autres mesures. Si nous pouvons mettre un terme à ce danger, sans recourir aux moyens militaires, cela sera pour le mieux. Mais gardons à l'esprit que tout est possible.

Ensuite, nous avons parlé de la paix au Moyen-Orient. J'ai dit au Président que nous allons former un nouveau gouvernement. Je crois que ceci crée une opportunité de reprendre les négociations de paix entre nous et les Palestiniens.

Vous savez, la base des négociations ou le but des négociations sont convenus. Le but est d'avoir une solution à deux Etats, c'est-à-dire un Etat palestinien et un Etat israélien vivant côte à côte avec une coopération économique et dans la paix. Non seulement le but est clair mais nous y avons également commencé à de nombreux égards. N'oublions pas que nous avons accepté d'avoir une Autorité palestinienne qui fonctionne bien et qu'Israël s'est également retiré de Gaza unilatéralement.

On parle souvent des colonies mais nous avons démantelé 22 colonies à Gaza et ce n'était pas simple à faire. La bande de Gaza a ainsi été restituée aux Palestiniens qui ont l'occasion d'y construire leur indépendance, mais le Hamas a tenté d'y installer une base de terrorisme et malgré tout nous continuons sur le processus de paix.

Je pense que Abou MAZEN, le président du peuple palestinien Monsieur ABBAS, son nom formel est un partenaire pour la paix. Nous travaillons et travaillerons dans de bonnes conditions avec lui. Il a clairement pris position contre le terrorisme et pour la paix. C'est une personne responsable, je le connais depuis 30 ou 40 ans et j'ai entièrement confiance en sa volonté de faire la paix.

Il faut également être très prudent. J'ai parlé du Hezbollah et du Liban, j'ai dit au Président qu'à de nombreux égards le Liban est une création de la France. La France a soutenu le Liban et la construction d'un Etat sur un pays multiculturel, sur une terre, et essayé de créer un pays qui, en dépit des différences au sein de sa population, pourrait vivre en paix. Nous espérons que le Liban soit, en quelque sorte, la Suisse au Moyen-Orient. Mais l'interférence et les interventions du Hezbollah sont très étranges

en arabe.

De toute ma vie, je n'ai rien vu de comparable à cette volonté de stocker des missiles, de créer un Etat dans l'Etat, une armée dans l'armée. Ils sont membres du gouvernement libanais, mais ils ne demandent pas au gouvernement libanais d'entreprendre des actions terroristes ou de se joindre aux côtés d'ASSAD. ASSAD est un dictateur terrible et tue ses propres enfants. Je pense que le Hezbollah est un danger pour le Liban, pour son intégrité, pour son identité, plus que tout autre.

La France doit prendre ses responsabilités, envers le Liban, pour libérer le Liban d'un danger inutile. Les Bulgares ont mené une enquête et sont parvenus à la conclusion que l'attentat terroriste qui a tué 5 touristes israéliens et un citoyen bulgare a clairement été l'œuvre du Hezbollah. Encore une fois, je pense que la France devrait réagir contre le terrorisme pour la coexistence et la paix.

Je dois dire que j'ai été très impressionné par la rapidité de la décision, prise par le Président HOLLANDE, d'intervenir au Mali. Vous savez à quel point le Moyen-Orient a souffert du terrorisme. L'Afrique commence à se lever et si le terrorisme s'y attaque ce sera une grande tragédie pour nous tous. Le fait que vous ayez décidé de l'empêcher en envoyant des soldats français garantit un avenir pour de nombreux pays, plein d'avenir, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire et d'autres. Je pense que vous avez fait preuve de grande fermeté et détermination pour aider l'Afrique, à se sauver elle-même des problèmes auxquels elle est confrontée, pour quelle soit enfin en mesure d'aller de l'avant.

Nous avons ensuite parlé de la façon de gérer la situation actuelle au Moyen-Orient, car de nombreux musulmans disent que la démocratie est une autre religion et qu'ils ne vont pas se convertir de l'islam à la démocratie. Bien sûr, il ne s'agit pas de les forcer à faire une chose qu'ils ne souhaitent pas. Mais nous pouvons leur offrir des alternatives et la meilleure des alternatives consiste à les aider scientifiquement, d'un point de vue technologique et économique. Il y a de nombreux étudiants, des centaines de milliers d'étudiants dans le monde arabe. Mais il n'y a pas d'industries susceptibles de les employer. 50% des jeunes sont sans emploi.

Je pense que le monde et en particulier l'Europe doivent construire des infrastructures qui vont apporter des emplois, de l'espoir et la modernité. La jeune génération souhaiterait changer la situation actuelle dans de nombreux pays arabes. Je crois qu'à cet égard nous avons et partageons le même point de vue et que nous pouvons travailler ensemble sans aucun doute.

Je souhaiterais dire que, parmi vous, je pense être le seul à avoir véritablement rencontré Jean MONNET, un grand homme, un grand homme français. Jean MONNET m'a dit : « Regardez, l'Europe unie est une entité politique. Mais si j'essaie de convaincre, les uns et les autres, que c'est politiquement correct comme construction, certains s'opposeront à moi ».

Il est vrai que les hommes et femmes politiques ne lisent pas les statistiques. Cette approche économique qui fut choisie, était un choix sage. Ce qui est incroyable, c'est qu'en 6 ans, entre la Seconde guerre mondiale et la signature des accords qui ont fondé l'Union européenne, l'Europe a changé. Nous sommes passés d'une vision de la guerre du bain de sang à une Europe unie.

Bien que vous traversiez une crise économique, je pense que vous allez la surmonter. J'espère que nous voyons la fin de la crise. De fait, il n'y a pas eu de conflits en Europe depuis des décennies. Grâce à des pays comme la France qui ont permis aux frontières de disparaître. Vous avez œuvré pour le respect des différences qui est né en Europe.

A mes yeux, c'est un miracle mais je ne suis pas modeste et je dirais volontiers qu'Israël est aussi un miracle. Notre pays n'a pas été construit en 6 ans, après la guerre et l'Etat d'Israël a pu naître en 3 ans ! Nous constatons donc deux miracles ou dois-je dire deux espoirs. Deux espoirs qui justifient un meilleur avenir, qui nous permettent d'être optimistes, d'appeler le terrorisme « le terrorisme » et la paix « la paix ». Appeler le mal par son nom et l'espoir par le sien.

Mon cher ami François, je suis très heureux de vous revoir ici. Vous êtes dans une position différente et la mienne aussi est différente. Mais nos valeurs n'ont pas changé et nous n'avons pas changé de points de vue moraux. J'ai invité le Président français à se rendre en Israël à l'occasion d'une visite officielle et j'espère que cette visite sera organisée au plus vite. De telle sorte que notre ami puisse être reçu en Israël. Notre cher ami, merci beaucoup ».

QUESTION : « M. HOLLANDE, quelle est la position française après la décision du gouvernement hollandais de marquer tout particulièrement les produits des implantations israéliennes ? Et l'accueil d'Obama en Israël, sa prochaine visite. Est-ce que vous pensez qu'il y aura un plan de paix pour le

Proche-Orient ? M. PERES, que pouvez-vous nous dire de l'établissement et la mise en place du nouveau gouvernement en Israël ? De quoi aura-t-il l'air ? »

LE PRESIDENT : « Sur notre volonté commune européens et américains qu'il y ait une reprise des négociations à la suite de la constitution du gouvernement israélien avec les palestiniens, oui. Nous souhaitons que le Président OBAMA puisse lui aussi, s'il vient en Israël, dire combien ce processus est nécessaire pour la paix et combien nous devons l'appuyer.

L'Europe fait déjà beaucoup sur le plan économique. Elle le dit insuffisamment. C'est elle qui fait l'effort par rapport au développement de la Palestine. Je veillerai donc à ce que cet effort se poursuive et que nous ayons une Palestine qui puisse atteindre des niveaux de développement et de prospérité qui permettent justement que le processus de paix puisse être réussi.

La paix n'est pas simplement un accord ce serait déjà beaucoup ! avec deux frontières et deux Etats, mais aussi une capacité de vivre ensemble et cela passe par le dialogue entre les sociétés et un développement économique. Pour ma part, c'est la priorité que je veux assigner à l'initiative européenne ».

Shimon PERES : « Je sais que de nombreuses personnes demandent pourquoi le processus de paix entre les Palestiniens et nous est arrêté. A mon avis, le processus a été interrompu parce qu'il y a eu des situations extrêmement dures. Vous devez comprendre qu'Israël a décidé d'évacuer totalement la bande de Gaza. Israël a démantelé 22 implantations dans la bande de Gaza et a forcé effectivement ses habitants à rentrer chez eux en Israël.

Les Palestiniens ont eu le premier morceau de territoire qui aurait pu devenir une entité palestinienne indépendante. Malheureusement, dès que nous avons quitté Gaza, c'est le Hamas qui a pris le pouvoir et a transformé cette zone en base du terrorisme. Les Israéliens nous disent alors : « Attendez, si nous quittons la Cisjordanie, cela va recommencer ! ». C'est très difficile de trouver une bonne réponse à cela. Nous ne savons pas pourquoi le Hamas tire sur Israël. Nous ne sommes plus présents à Gaza, tout est ouvert. Vous comprenez que c'est très difficile à expliquer aux Israéliens.

Malgré cela, nous sommes déterminés à continuer et à mener le processus de paix. Nous avons un objectif clair, à savoir la solution de deux Etats côte-à-côte : un Etat arabe qui s'appellera Palestine et un Etat juif qui s'appellera l'Etat d'Israël. Nous sommes convaincus qu'il n'y aura pas d'alternatives à cela. Nous sommes persuadés qu'il n'y a aucun intérêt à repousser cela plus avant avec toujours, encore une fois, ce précédant, cette épée de Damoclès qui nous menace.

Je pense que nous pouvons faire cela avec les Palestiniens, sous la direction du président Mahmoud ABBAS. Je pense que le président ABBAS est un leader extrêmement sérieux. Je pense que sa position est clairement en faveur de la paix et contre le terrorisme. Il est comme nous en faveur de la solution de deux Etats.

Je pense que les problèmes non résolus qui sont encore à débattre peuvent être résolus par la négociation directe. Je suis persuadé que le nouveau gouvernement qui sera mis en place, je pense, la semaine prochaine essayera véritablement de reprendre les pourparlers et la négociation avec les Palestiniens. Je ne suis pas seulement porteur d'espoir, malgré les problèmes que nous avons connus, malgré les hauts et les bas.

Il y a aujourd'hui un changement dans le monde arabe qui découle de cette jeune génération qui demande plus de dignité, plus de travail. En tant qu'Israélien, je peux vous dire que je prie pour leur succès. Cela n'a rien à voir avec Israël. Les événements en Egypte et en Tunisie, n'ont rien à voir avec Israël, ni pour ce qui est de l'Irak ou de la Syrie.

Ce qui se passe aujourd'hui en Syrie est totalement détaché de ce qui se passe en Israël. Je pense que nous devons faire la paix avec la Palestine et les Palestiniens pour qu'ils puissent être enfin libres et faire les réformes nécessaires dans leur pays.

Nous attendons très prochainement la visite du président OBAMA. Je crois que c'est un grand leader, un grand dirigeant qui est véritablement en recherche de la paix. Nous le considérons comme un ami et les Arabes le considèrent aussi comme un ami. Je pense que ce sera une très bonne raison de reprendre le processus de paix.

J'ai aussi été très content et très heureux, d'avoir le soutien du président HOLLANDE pour reprendre ces négociations rapidement, de telle manière que cela fonctionne enfin ».

QUESTION : « Monsieur le Président, allez-vous accéder à la demande du président PERES concernant le Hezbollah et l'Union européenne ? Quelle est votre position ? Vous semblez moins optimiste quant à la Syrie depuis Moscou ? »

LE PRESIDENT : « Sur la Syrie, à la suite de mon voyage à Moscou, nous avons discuté avec nos partenaires, notamment l'administration OBAMA pour que cette idée de médiation qui viendrait de la Syrie même puisse prospérer. J'en ai parlé avec différents interlocuteurs. J'essaierai de convaincre l'opposition syrienne que discuter avec d'autres que Bachar El ASSAD est possible. Faut-il encore que les Russes arrivent à convaincre Bachar El ASSAD de se mettre à l'écart. Pour l'instant, nous n'en sommes pas encore là. Faisons vivre cette idée, cette proposition et chacun sera devant ses responsabilités. Sur le Hezbollah, nous tirons toutes les conclusions de l'enquête qui est en cours, en Bulgarie, après l'attentat qui a eu lieu. Ce sera une position européenne qui sera adoptée ».